

**Parti
communiste
français**

pôle national

Agriculture Pêche Forêt

responsable

Xavier Compain

membre du Conseil national

comité de rédaction

Éric Ruiz

Éric Coquard



JUILLET-AOÛT 2015

PLANÈTE ET CLIMAT UNE RÉFORME AGRAIRE INTERNATIONALE

Chaque année, la faim tue plus que le Sida, le paludisme et la tuberculose réunis. Ce que la FAO vient de confirmer en annonçant qu'une personne sur neuf souffre de la faim (795 millions). La majorité des personnes sous alimentées vivent en Asie (526 millions). Toutes les dix secondes un enfant de moins de cinq ans meurt de faim. Dans les pays en développement, 66 millions d'enfants en âge d'aller à l'école ont le ventre vide. Il suffirait de 3,2 milliards de dollars US pour les nourrir. Il faudra nourrir demain plus de neuf milliards d'êtres humains dans le monde. Les projections pour 2050 annoncent que même sous la barre des 2°C de réchauffement, la moitié de la planète sera exposée à la faim !... Chiffres terrifiants d'un seul et même combat contre la faim, pour la souveraineté alimentaire et la justice climatique. Aussi l'année 2015 est une année importante pour le financement du développement à Addis-Abeba en juillet puis pour le devenir climatique avec la COP 21 de Paris en décembre.

À l'occasion du dernier sommet des chefs d'État du G7 (réunissant les chefs d'État et de gouvernement des sept pays les plus industrialisés) en Allemagne, la résolution s'est soldée par la reconnaissance de l'action contre la faim, l'un des objectifs majeurs pour le développement et la sécurité mondiale, malheureusement sans aucun engagement financier. En effet, avec de louables intentions, les États ont ciblés 500 millions de personnes à sortir de la faim d'ici 2030, appelant à des investissements privés et nationaux des pays du Sud. Comment des pays, déjà sous le joug des politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI, dont les terres sont accaparées et leurs licences de pêche bradées, pourront-ils financer la relocalisation de leurs agricultures ? Il est à craindre que cette absence de politique publique à tous les niveaux, engoncée dans le libéralisme, impose une concentration de l'agriculture sous le pouvoir de gros propriétaires et de multinationales de l'agro-industrie, employant des ouvriers déplacés et sous payés, pillant les ressources.

Le défi de civilisation que pose l'accès à une alimentation de qualité et en quantité accessible à tous doit conduire les institutions internationales à faire respecter ce droit des peuples. En écho aux mouvements sociaux et paysans à l'échelle du monde se fait jour le besoin urgent de réformes agraires pour garantir la souveraineté alimentaire. Cette exigence doit être centrale des politiques publiques. Une réforme agraire devra répondre aux objectifs de société, être le pilier du développement agricole et alimentaire, engager la transition écologique. Basée sur l'agriculture paysanne et la pêche artisanale, elle sera productrice de denrées alimentaires saines et diversifiées. Pour être efficace, la rémunération du travail paysan doit être garantie. La réforme est essentielle à la modernisation de l'agriculture par notamment l'accès au foncier, au crédit et aux semences. Ces moyens de production sont incontournables pour le développement rural. La réforme agraire vise à répondre au besoin premier de l'humanité : nourrir les hommes. Elle s'accompagne de même de la satisfaction des autres droits fondamentaux à la santé et à l'éducation.

Dans ce mouvement, les communistes français invitent à des coopérations et solidarités réelles avec les forces en lutte contre l'impérialisme, avec des forces progressistes, mouvements ou gouvernements qui se dotent d'alternatives face au capitalisme. En ce sens, nous proposons de mener des campagnes publiques internationales comme celles engagées sur le climat, d'organiser un forum mondial d'accès à la terre.

Xavier Compain

Pages suivantes

Un livre à lire à l'ombre
cet été 2

Interview Philippe Denolle
membre du bureau de l'Association
des Amis de la République arabe
sahraouie démocratique 3

Actualité - Agenda 4



P
A
R
O
L
E
S

« Je ne suis que l'humble porte parole d'un peuple qui refuse de se regarder mourir pour avoir regardé passivement mourir son environnement naturel »

Thomas Sankara
conférence Silva
Paris - février 1986

<http://terre-mer.pcf.fr/>

collaborateur

Jean Youdom - jyoudom@pcf.fr

contact

Sylvie Simonin - ssimonin@pcf.fr



UN LIVRE À LIRE À L'OMBRE CET ÉTÉ

L'Écologie peut encore sauver l'économie

journaliste et auteur, après avoir été aide familial agricole et ouvrier d'usine, Gérard Le Puill nous parle de son dernier ouvrage consacré au réchauffement climatique et aux enjeux de la conférence de Paris en décembre prochain

Titrer un livre *L'Écologie peut encore sauver l'économie** peut paraître un brin audacieux, voire provocateur aux yeux de certains. J'ai fait ce choix mûrement réfléchi pour mon dernier ouvrage paru en mai 2015, écrit en prévision de la Conférence de Paris sur le climat, publié en coédition par Pascal Galodé et *l'Humanité*, parce qu'il me semblait juste. D'autant que les dossiers écologiques ne sont guère traités de manière sérieuse par Europe/Écologie/Les Verts (EELV), la formation qui se veut une référence sur ces sujets depuis 30 ans.

La canicule qui a frappé la France dès le début de cet été devrait sensibiliser plus de Français sur les enjeux climatiques et la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre chez nous comme ailleurs. Car tout empire depuis la conférence qui s'est tenue à Kyoto en 1997. Je montre dans les sept chapitres qui structurent la première partie de mon livre comment un modèle unique de production capitaliste, fondé sur une concurrence féroce entre firmes et une exploitation aussi féroce des hommes et des femmes qui créent les richesses par le travail, est terriblement gaspilleur de matières premières en tous genres, destructeur des écosystèmes qu'il surexploite et stérilise.

Mais j'ai surtout voulu montrer, dans les sept chapitres de la seconde partie, comment il est possible de faire autrement et urgent de s'y

mettre sans attendre. Il ne suffira pas pour cela de mettre en place la taxe carbone que Jean Tirole, profitant de sa notoriété de prix Nobel d'économie pour promouvoir le business vert devant des parterres de grands patrons, présente comme la solution unique pour résoudre cette équation difficile.

Freiner le réchauffement du climat dans 30 ans, c'est émettre

dès maintenant de moins en moins de gaz à effet de serre. Il nous faut pour cela disposer de maisons mieux isolées, réduire la distance entre le domicile et le travail, se nourrir de produits de proximité, économiser les carburants et les métaux, ce qui implique une modification profonde et progressive de l'économie en la rendant aussi plus créatrice d'emplois. Ce qui implique surtout de rompre avec le système qui consiste à «extraire, transformer, consommer, jeter», en oubliant de recycler. En France nous devons aussi faire progresser la part des énergies renouvelables dans notre mix énergétique. Sans toutefois vouloir aller plus vite que la musique dans un pays où l'électricité domestique est relativement bon marché, grâce aux centrales nucléaires dont le rôle va rester très important, comme je le montre dans le 12^e chapitre consacré à l'énergie électrique.

Je montre, dans deux autres chapitres, comment l'agriculture peut produire mieux avec moins d'intrants chimiques en promouvant l'agro-écologie, l'agroforesterie, les ceintures vertes autour des villes, la gestion intelligente de l'eau qui passe aussi par du stockage en surface dans des sites appropriés choisis avec le concours d'hydrologues, plutôt que de pomper dans les nappes souterraines. Bref, le journaliste communiste que je suis vous propose un livre qui ne s'adresse pas qu'aux communistes car ses préconisations relèvent de l'intérêt commun.

Les débats auxquels j'ai participé ces dernières semaines dans l'Aude, la Haute Garonne, la Loire Atlantique, le Lot-et-Garonne, le Loiret, l'Isère, le Loir-et-Cher et les Landes montrent que les communistes et les amis avec qui ils mènent des luttes communes sont intéressés par les enjeux de la conférence de Paris et par les voies à explorer pour mettre en place une économie plus résiliente face au réchauffement. Je serai disponible après la Fête de l'Humanité pour reprendre ces débats à travers le pays.

Gérard le Puill

contact : glepuill@humanite.fr

* 312 pages 22 euros



PHILIPPE DENOLLE

membre du bureau de l'AARASD
(Association des Amis de la République
arabe sahraouie démocratique)

Pouvez-vous nous présenter l'AARASD et vous-même ?

L'association a été fondée en octobre 1975, à la veille du départ de la Marche verte qui a permis au Maroc d'envahir le Sahara occidental et de s'y installer durablement et en toute illégalité depuis 40 ans. L'Espagne, qui occupait ce territoire depuis le XIX^e siècle, signa avec le Maroc et la Mauritanie les accords de Madrid, aux termes desquels elle leur cédait son ancienne colonie. Ce qui signifiait l'abandon de ses responsabilités et l'absence de toute consultation des populations concernées, pourtant reconnues par l'ONU depuis 1964 comme habitants d'un territoire non autonome disposant du droit inaliénable à l'autodétermination. L'AARASD est une association nationale qui compte une vingtaine de comités locaux qui sensibilisent l'opinion publique française et plaident auprès du gouvernement français pour le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui.

Membre du CA et du bureau de l'AARASD, mon engagement au sein de l'association fait suite à un parcours qui vient de la CGT et du Parti communiste. Ma première expérience en terre d'Afrique, ce fut comme observateur de l'ONU pendant les premières élections libres en Afrique du Sud en 1994, puis j'ai fait de la formation syndicale notamment au Burkina Faso et au Togo. J'ai été également à l'origine d'un plan d'action sur le sida sur trois pays d'Afrique pour mettre en responsabilité les multinationales concernant la santé de leurs travailleurs et de leur famille. Et, à la demande des camarades du secteur inter de la CGT, j'ai accepté de prendre en charge le dossier du Sahara occidental et c'est tout naturellement que j'ai décidé d'adhérer à l'association après un travail en commun pendant deux ans avec les membres de l'association lors de conférences internationales et de combats communs concernant les prisonniers politiques et la défense du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Au plan politique, j'ai découvert la situation du Sahara occidental lors de la Fête de l'Huma en 1976 au sein de la Cité internationale.

Comment la population sahraouie vit-elle les réalités du dérèglement climatique ?

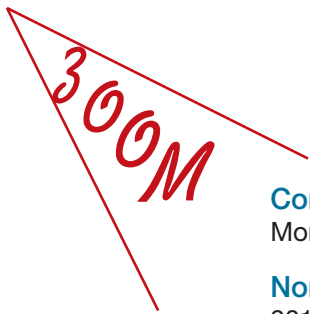
Depuis 40 ans, les Sahraouis qui vivent en exil sur la Hamada de Tindouf connaissent un « dérèglement climatique » très spécifique. En effet, sur à peu près la même latitude, ils sont passés d'un désert où le climat est adouci par l'Océan atlantique, avec des amplitudes de température saisonnières ou quotidiennes réduites par la proximité de la mer et le courant froid des Canaries, à un désert continental aux températures au contraire très contrastées, sans végétation continue, où la vie quotidienne est vraiment obérée par un climat très dur. La Hamada de Tindouf, personne ne l'habitait... on y passait seulement pour les échanges commerciaux et relier l'Afrique noire au Maghreb. Pour les questions plus générales concernant le réchauffement climatique, je ne dispose pas de statistiques récentes indiquant un net



réchauffement et l'avancée du désert concerne davantage le Sahel alors que le Sahara connaît un assèchement depuis des milliers d'années.

Quels sont les principaux dangers qui menacent la souveraineté alimentaire du peuple sahraoui ?

En tant que réfugiés, ils dépendent des règles internationales qui définissent l'aide alimentaire aux réfugiés, des grandes agences de l'ONU et de l'Union européenne, PAM, ECHO et de l'action de leur État en exil, la RASD, qui a su imposer aux agences de l'ONU, aux ONG, le contrôle, la gestion de l'aide alimentaire apportée par les agences et les ONG. La difficulté étant de trouver les fonds, assez de donateurs et d'adapter cette aide alimentaire normalement d'urgence à une situation d'exil qui dure depuis 40 ans. Autre difficulté, les régulières pressions marocaines qui tentent de persuader les donateurs, en particulier ECHO, que l'aide apportée aux réfugiés sahraouis est mal distribuée, accaparée, revendue... En d'autres termes, affaiblir la résistance sahraouie par la réduction ou la disparition de l'aide alimentaire aux populations civiles des campements. Les conditions très dures de la Hamada de Tindouf, l'absence de gros moyens techniques et financiers pour aller chercher l'eau en profondeur, ne permettent pas de développer une autosuffisance alimentaire d'ampleur. Dans le Sahara occupé par le Maroc, la guerre et l'occupation ont coupé de nombreuses familles de leurs activités pastorales traditionnelles. Actuellement se développe à l'initiative de sociétés dépendant de la royauté une agriculture intensive puisant l'eau dans des nappes phréatiques fragiles, maraîchage légumier surtout à destination de l'Europe où travaillent des salariés agricoles marocains. Ainsi les petites tomates cerise que l'on trouve en France toute l'année viennent du Sahara occidental. Mais ce type d'activité se développe sans consulter ni associer la population sahraouie qui devient minoritaire sur son propre territoire. L'accord de pêche UE/Maroc en violation des règles internationales, qui autorise le Maroc à vendre les droits de pêche, conduit à une pratique intensive dans les eaux territoriales du Sahara occidental qui se traduit à terme par une remise en cause des ressources halieutiques. Contrairement à cet accord, il n'y a aucune retombée pour les populations sahraouies, qu'elles soient dans les camps de réfugiés ou dans les territoires occupés.



le système alimentaire global demain...

Conséquence du changement climatique : déclin probable des rendements avant 2080

Monde : 15,9 % - Amérique latine : 24,3% - Asie : 19,3% - Afrique : 27,5%

Nombre d'habitants vivant dans un environnement souffrant de stress hydrique

2010 : 2,4 milliards - 2050 : 4 milliards

Conditions climatiques extrêmes

Plus de sécheresses, d'inondations, de typhons, d'incendies sauvages

Des millions d'hectares de terres agricoles seront perdus aux environs de 2050

Des tempêtes provoquées par le changement climatique rendront plus vulnérables aux inondations trois millions supplémentaires d'hectares de terre agricole situés dans les régions côtières

Augmentation prévue du prix des principales céréales avant 2050

Blé : une hausse allant de 170 à 194%

Riz : une hausse allant de 113 à 121%

Mais : une hausse allant de 148 à 153%

UNIVERSITE D'ÉTÉ DU PCF-ateliers du Pôle

thématique *Agriculture*

Atelier : *Les problèmes agro-alimentaires mondiaux*

avec la revue *Recherches internationales*

intervenant : George Courade, directeur de recherche honoraire à l'Institut de recherche pour le développement

animateur : Xavier Compain, responsable *Agriculture* du PCF, membre du Comité du Projet

thématique *Forêt*

Atelier : *Enjeux environnementaux et industriels de la préservation du patrimoine forestier*

intervenant : Pascal Leclercq, secrétaire général CGT/ONF

animateur : Xavier Compain, responsable *Forêt* du PCF, membre du Comité du Projet

Forum européen des Alternatives à Paris le 30 mai 2015

atelier *Se réapproprier notre nourriture, une alimentation de qualité pour tous en Europe*

Avec l'objectif de débattre de cet enjeu en Europe, l'atelier a trouvé une dimension internationale grâce à la présence de délégations sud-américaines et nord-africaines. Intervenants et contributeurs ont témoigné des politiques qui affament, traités de libres échanges, marchés aux mains de l'agro-négoce, accords entre États. Tous ont condamné les pratiques capitalistes : colonialismes, accaparement des ressources, dumping social et environnemental, répressions.

Issues des résistances et des luttes se sont dégagées des alternatives alimentaires : marches d'initiatives locales, épiceries paysannes, portages sociaux du foncier, abattoirs associatifs, enseignements aux méthodes agro-écologiques. Les organisations présentes ont convenu de rejoindre l'appel pour la tenue d'un « Forum mondial pour l'accès à la terre » en 2016, sur proposition du groupe *Agriculture* du PGE.

Satisfait d'une telle initiative, les participants dans leurs diversités citoyennes, associatives, syndicales et politiques ont convenu de faire suite à cet atelier. Ils ont arrêté l'idée d'une rencontre lors de la Fête de l'Humanité 2015, avec en fil rouge justice climatique/souveraineté alimentaire.

ACTIVITÉS DU PÔLE

12 MAI À PARIS

rencontre avec une délégation de l'INDECOSA/CGT
rencontre avec une délégation de l'AARASD
(Association des Amis de la République arabe sahraouie
démocratique)
rencontre avec une délégation du syndicat des paysans
et exploitants forestiers du Maroc

26 MAI À PARIS

rencontre avec la délégation
Ronde paysanne du Pérou

30 MAI À PARIS

participation à l'atelier *Se réapproprier notre nourriture, une alimentation de qualité pour tous en Europe*
au Forum européen des Alternatives

16 JUIN À PARIS

Sénat : réunion du Comité permanent de défense
et de développement de l'enseignement agricole public
(CPDDEAP)

19 JUIN À AMIENS

mobilisation pour les 9 d'Amiens dans le cadre de la
lutte contre « la ferme des 1000 vaches »

19 JUIN AU MANS

participation au Congrès des Jeunes Agriculteurs

30 JUIN À LAVAL

participation à la journée de mobilisation
pour l'enseignement agricole public

19 JUILLET À SAINT-HILAIRE DE RIEZ EN VENDÉE (85)

participation à l'atelier *Forum de la mer*
à la Fête départementale de l'Huma "IN" en Vendée

PUBLICATIONS CONSACRÉES
AUX PROBLÈMES AGRO-ALIMENTAIRES MONDIAUX
numéro spécial de la revue *Recherches internationales*
numéro spécial de la revue *Progressistes*